

ROSENAU, James and TROMP, Hylke (Ed.) *Interdependance and Conflict in World Politics*. Brookfield (VT), Gower Publishing Company, 1989, 253p.

Joseph Maïli

Volume 22, numéro 1, 1991

XX<sup>ème</sup> anniversaire d'*Études internationales*

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702803ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702803ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Maïli, J. (1991). Compte rendu de [ROSENAU, James and TROMP, Hylke (Ed.) *Interdependance and Conflict in World Politics*. Brookfield (VT), Gower Publishing Company, 1989, 253p.] *Études internationales*, 22(1), 183–185.  
<https://doi.org/10.7202/702803ar>

Birmingham, Grande-Bretagne, et de Wisse Decker, PDG de Philips, Pays-Bas). La conclusion est tirée par Henry Kissinger, Thierry de Montbrial (direction de l'Institut Français de Relations Internationales) et Geoffrey Kemp (Fondation Carnegie pour la Paix Internationale).

Les contributions sont courtes, sous forme de communication. Sur le premier thème, plus que les contributions du secrétaire général de l'OTAN («pour l'OTAN, plus que le Scylla d'un armement inconsidéré, il faut craindre le Charybde d'un désarmement inconsidéré», p. 9) et de l'ancien ministre fédéral des Affaires étrangères social-démocrate («en Europe nous devrions renforcer les forces de la détente de la coopération», p. 17), on retiendra les propos ambigus du soviétologue américain Richard Pipes («Je crois que le programme de réforme en URSS est sincère», p. 21 ; mais justement parce que ce programme heurte les intérêts des militaires et des éléments conservateurs il faut que Gorbatchev leur fasse des concessions en politique étrangère et donc l'Ouest ne doit pas faire de concessions en matière de contrôle des armements ; justement parce que la réforme est provoquée par le désastre économique soviétique il faut s'abstenir à l'Ouest d'une assistance économique qui rendrait la réforme moins nécessaire).

Le thème de la mise à disposition de la technologie avancée en faveur de l'URSS traverse la majorité des contributions mais est traité spécifiquement par Philip Hanson et Wisse Decker. Le premier avance quatre propositions par référence à l'URSS, auxquelles nous adhérons totalement : les demandes de technologie de l'URSS se font sur la base des niveaux occidentaux (il n'y a pas de tendance «spontanée» à l'innovation en URSS) ; l'écart technologique existant, justement parce qu'il est endogène, ne saurait être dépassé par le commerce ; la situation a été longtemps acceptée par les dirigeants soviétiques ; elle a changé du fait de la baisse des

prix du pétrole qui a réduit les recettes soviétiques, et de la conscience d'un retard croissant dans le domaine informatique, menaçant la sphère militaire. Hanson en tire des conclusions normatives : comme l'URSS ne peut compter ni sur l'Europe de l'Est ni sur un développement technologique endogène, elle ne pourra se moderniser qu'avec l'aide de l'Ouest : d'où l'utilité et la nécessité d'un contrôle maintenu sur les exportations de la technologie occidentale vers l'URSS. Par comparaison, la contribution du président de Philips – une des firmes les plus concernées par les restrictions aux échanges technologiques – rend un son différent. Wisse Decker recommande un allègement des restrictions et une coopération industrielle étendue avec l'Est.

L'ouvrage a le caractère légèrement décousu des publications de matériaux de colloque, bien que la publication ait pris près de deux ans. Il est intéressant rétrospectivement à la lumière des évolutions de 1989 : affaiblissement progressif des restrictions Cocom, mise en oeuvre d'un «plan Marshall» pour l'Europe de l'Est, en commençant par la Pologne et la Hongrie – l'un des participants mentionne d'ailleurs le projet de lancement de ce nouveau «plan», suggéré pour la première fois par l'industriel italien Carlo de Benedetti et dont l'année 1989 a vu les développements explosifs sous l'égide de la Communauté Européenne.

Marie LAVIGNE

Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

ROSENAU, James and TROMP, Hylke (Ed.) *Interdependence and Conflict in World Politics*. Brookfield (VT), Gower Publishing Company, 1989, 253p.

L'ouvrage édité par Rosenau et Tromp rassemble une série importante de contri-

butions tournant autour des problèmes théoriques et pratiques soulevés par l'interdépendance de plus en plus grande du monde contemporain. Le livre est divisé en trois parties d'inégale grandeur. Une première partie traite des «Sources et des conséquences de l'interdépendance»; une seconde, de «la Gestion de l'interdépendance»; quant à la troisième, elle est intitulée «Réalisme et Interdépendance» et envisage des problèmes de théorie des relations internationales.

Comme le fait remarquer James Rosenau, le concept d'interdépendance est suffisamment lâche et ouvert pour recevoir de multiples significations. La réalité qu'il dénote est cependant faite d'une démultiplication des réseaux de connection économiques, sociaux de coopération politique, humanitaire ou militaire entre les États. Certes, l'interdépendance est loin de signifier l'intégration des sociétés et des peuples, mais la réalité que recouvre ce concept montre que les acteurs principaux de la vie internationale ont pris conscience de l'interpénétration et de la complémentarité des intérêts et des idéaux.

De fait, l'article de Hylke Tromp qui ouvre la première partie de l'ouvrage insiste fortement sur l'évolution non seulement de l'économie mondiale vers plus d'indépendance, mais aussi sur l'évolution des esprits vers un élargissement des horizons et une pensée qui appréhende les réalités d'un point de vue global. Tromp en conclut que cette évolution devrait mener à terme à une réduction des procédures de «résolutions non violentes des conflits», à une «défense non militaire» et aux pratiques de la non-violence. James Rosenau dans une contribution importante sur les sources de l'interdépendance opine dans ce sens. Rosenau prend acte des changements survenus dans les cultures politiques nationales, dans les fondements de la légitimité politique et dans le déclin du «patriotisme virulent» pour conclure à l'exis-

tence d'une tendance de plus en plus accentuée vers l'interdépendance. De la même manière, Richard Rosecrance croit montrer que l'interdépendance économique et la coopération sont le plus sûr moyen d'éviter la guerre.

La seconde partie de l'ouvrage traite plus explicitement des situations d'interdépendance, en fait du concept de «régime international» à l'intérieur duquel, à chaque temps de l'histoire, s'organisent les rapports concrets qui lient les peuples et les États. Sont ainsi passés en revue différents cas d'espèce: les relations Est-Ouest avec leur champ de confrontation et leur champ de coopération, ainsi que les lois implicites qui régulent les interactions dans ces deux domaines (Rittberger); l'organisation de la coopération économique et sociale au sein des Nations Unies (Schrijver); la propagation et la diffusion de la philosophie des «Droits de l'Homme» et son impact de plus en plus grand sur les rapports internationaux (Dimitrievic). Cependant, nul ne saurait se cacher que ces cadres d'intégration sont contrebalancés par de forts mouvements d'autonomie et d'affirmation d'intérêts nationaux. L'interdépendance apparaît de ce fait vulnérable, sujette comme le montrent deux contributions à la tentation du protectionnisme, sensible au poids du bilatéralisme commercial et à celui de la dette, pour les pays du Tiers Monde (Hveem), ou encore exposée au retour d'un néolibéralisme qui, pour s'opposer à une économie planifiée, risque, au niveau mondial, de se confondre avec la volonté hégémonique des plus forts et des plus riches (Van Der Pijl).

La troisième partie de l'ouvrage est consacrée à des débats plus théoriques touchant à la validité des paradigmes aujourd'hui en vigueur dans les différentes écoles de relations internationales. Première attaquée: l'école du réalisme politique qui ne voit dans la société internationale qu'un ensemble anarchique dominé par les intérêts de l'État-

Nation. On conçoit bien que s'agissant d'interdépendance, et donc de connection et d'interaction, ce modèle ne soit pas opératoire. C'est donc à la révision et à la contestation de ce modèle que s'appliquent les contributions réunies dans cette deuxième partie. Ainsi le conflit en Afghanistan est remis dans son contexte politique global (Kirisci) et trois apports théoriques (Willets, Nobel et surtout Mansbach) s'emploient à sous-peser les conséquences découlant de la remise en cause des modèles réalistes et fonctionnalistes dans les relations internationales.

En définitive, les contributions groupées par Rosenau et Tromp couvrent assez bien l'ensemble des problèmes soulevés par l'interdépendance mondiale. On regrettera cependant qu'aucun article n'ait été consacré à la définition de notions et de concepts fondamentaux liés à la problématique de l'interdépendance qui sont alors laissés dans un flou conceptuel inquiétant ou utilisés de manière répétitive par plusieurs auteurs sans être pour autant élucidés.

Joseph MAILLA

*Université St-Joseph, Beyrouth  
Institut Catholique, Paris.*

## ÉCONOMIE INTERNATIONALE

JACKSON, John H. *The World Trading System: Law and Policy of International Economic Relations*. Cambridge (MA), The MIT Press, 1989, 432p.

L'un des experts américains les plus réputés sur le plan du droit international économique, John H. Jackson est actuellement professeur de Droit, vice-président de l'Université du Michigan. Auteur en 1969 d'une étude remarquable intitulée *Le com-*

*merce mondial et le droit du GATT*, il a, par la suite, rédigé en collaboration plusieurs ouvrages consacrés à l'analyse des problèmes juridiques des relations économiques internationales, ou encore précisément au Tokyo Round puis à l'Uruguay Round. Le présent ouvrage apparaît ainsi comme une synthèse des données juridiques et politiques relatives au commerce international envisagé comme système.

L'ouvrage est volumineux (plus de quatre cents pages) et très documenté (cent pages consacrées aux notes). Un index des matières permet de se retrouver dans le foisonnement des analyses. Le souci de l'auteur est d'étudier comment les théories du commerce international ont été mises en œuvre, c'est-à-dire modifiées, par les institutions économiques internationales. L'ouvrage est destiné à fournir aussi bien aux responsables politiques qu'aux praticiens du commerce international, aux étudiants et aux spécialistes de disciplines diverses une étude globale du fonctionnement du système commercial international.

Quatorze questions sont ainsi successivement traitées dans autant de chapitres. L'auteur considère, dès le début de son étude, que le problème de l'économie internationale actuelle est essentiellement un problème d'organisation de l'interdépendance. Les analyses tiennent donc compte des différentes composantes du système commercial international. Il convient toutefois de souligner que l'ouvrage reste très juridique, très institutionnel. Le GATT fait l'objet d'une présentation approfondie (chapitres deux et quatre), et on trouve des développements précis sur la clause de la nation la plus favorisée (chapitre six), les accords multi-fibres (chapitre sept) ou le système généralisé de préférences (chapitre douze).

Le souci de pédagogie est remarquable. L'ouvrage est très structuré, et l'auteur cherche manifestement à apporter des réponses